



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

universités

Question écrite n° 100137

Texte de la question

M. Jacques Bompard interroge Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'introduction des *Queer studies* dans l'enseignement. Dès 2017, les élèves de l'enseignement supérieur pourront se voir octroyer, notamment en Angleterre, une formation diplômante en master sur l'histoire du « mouvement » *Queer*. Cet enseignement, qui sera proposé à l'université Goldsmiths de Londres dès la rentrée prochaine, vise à instituer dans le domaine éducatif une histoire fondée sur l'identité sexuelle suivant des volets orientés vers les inclinations (hétérosexualité, homosexualité) et le sexe de l'individu. D'aucuns défendent même qu'il s'agira de proposer « une histoire des rapports de domination fondés sur l'orientation sexuelle et la race » à l'époque moderne et contemporaine : un non-sens absolu, au sein de politiques qui, tout en affirmant qu'il n'existe pas de race et tendent à effacer toute différenciation sexuelle, souhaitent faire pédagogie de ces éléments. Le professeur Jan Pampler, du département d'histoire de Goldsmiths, souligne quant à elle l'importance de faire ériger un domaine d'étude réservé à la « théorie *Queer* », visant à légitimer à l'échelle scientifique une catégorisation sexuelle ne reposant sur aucune réalité naturelle. Définissant une orientation sexuelle, qui revendique son absence de marqueurs sexuels identifiés (transgenre), les *Queer* constituent un mouvement militant pour la reconnaissance de leur non affiliation à un sexe précis. C'est de ce militantisme que se revendiquent certains chercheurs français à l'heure actuelle, niant tout caractère organique de l'être, proposant, pour ne pas « faire qu'une histoire des dominants au détriment des dominés » (Françoise Gaspard, professeur de Sciences-Po, 2005), l'instauration de ce type d'études. Sans le dissimuler, on reconnaît le caractère idéologique de la démarche, indiquant « qu'il y a aussi un enjeu politique pour les minorités à réfléchir sur leurs archives ». Malgré les quelques centaines de thèses portées sur les questions LGBT proposées au cours des dernières décennies à l'université, malgré des masters consacrés à la problématique du genre (EHESS : genre, politique et sexualité), certains professeurs souhaitent amplifier davantage le phénomène militant. « En France, il y a une tradition académique héritée du positivisme qui veut que les questions scientifiques doivent être séparées des questions politiques parce que la science doit être neutre. Ce qu'elle n'est pas ». Derrière ces paroles de Christine Delphy, directrice de recherches émérite au CNRS, s'ébauche tout le militantisme qui portera bientôt ces « théories *Queer* » aux portes de nos universités. N'en déplaise à cette militante féministe, il existe un déterminisme sexuel : un humain naît homme ou femme. En rendant interdépendant la question du genre et de la sexualité « il est important de penser ensemble genre et sexualité », rappelle Eric Fassin, ancien coresponsable du master genre de l'EHESS, les institutions pédagogiques françaises ont d'ores et déjà ouverts la porte à la destruction de l'identité sexuelle naturelle, fondant fallacieusement la nature du sexe et l'orientation sexuelle. C'est pourquoi il lui demande s'il a l'intention de mettre un terme à l'entretien de cette pédagogie militante, qui portera bientôt sur les bancs des universités des théories aussi abscones que l'étude du mouvement *Queer*.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Bompard](#)

Circonscription : Vaucluse (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 100137

Rubrique : Enseignement supérieur

Ministère interrogé : Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 octobre 2016](#), page 8807

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)